

Discours de Monica Frassoni sur le bilan de la présidence luxembourgeoise du Conseil européen (Bruxelles, 22 juin 2005)

Source: Parlement européen, Rue Wiertz, 1047 Bruxelles - Belgique.

Conseil européen / Présidence luxembourgeoise 2005- Bruxelles: Parlement européen - Division de l'Audiovisuel [Prod.], 22.06.2005. Parlement européen, Bruxelles. - VIDEO (00:04:21, Montage, Son original).

Copyright: (c) Parlement européen

URL:

http://www.cvce.eu/obj/discours_de_monica_frassoni_sur_le_bilan_de_la_presidence_luxembourgeoise_du_conseil_europeen_bruelles_22_juin_2005-fr-8e1b8ec1-26ac-4155-9d95-5e2b14242b82.html

Date de dernière mise à jour: 04/09/2012

Discours de Monica Frassoni sur le bilan de la présidence luxembourgeoise du Conseil européen (Bruxelles, 22 juin 2005)

[Monica Frassoni] Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, s'il suffisait d'avoir une présidence du Conseil efficace et un président en exercice doté d'une grande foi en l'Europe, d'un certain charisme et d'une crédibilité pour faire fonctionner l'Union européenne, nous serions arrivés au bout de nos peines. Monsieur Juncker, permettez-moi de vous dire que si vous souhaitiez véritablement poursuivre votre mission, vous auriez peut-être dû choisir la présidence d'une autre institution - une institution plus stable -, ce qui vous aurait permis peut-être de participer de manière plus directe à un débat européen, qui est, selon nous, très important. Le Luxembourg et son Premier ministre ont dirigé comme il se doit l'Union pendant ces mois de turbulence, mais cela n'a pas suffi pour restaurer la confiance des électeurs français et néerlandais ni pour relancer l'économie européenne, ou encore pour mettre en route des initiatives positives, du type de celles dont rêvent les citoyens. Le Conseil européen n'a fait que confirmer la réalité d'une Europe des gouvernements divisée, qui ne s'intéresse peut-être même pas tellement à nourrir une véritable ambition face à une Europe constituée de citoyens peu confiants et apeurés. Nous regrettons, Monsieur Juncker, que votre dernière action à la présidence fut de présenter une proposition de budget véritablement inacceptable - inacceptable, car elle suit la même logique incohérente d'une réduction non viable du budget de l'Union. Je respecte pleinement votre pragmatisme, votre réalisme et votre compréhension des difficultés ainsi que les calculs complexes que vous nous avez exposés. Il s'avère cependant que même votre proposition incluait des réductions en faveur de politiques utiles - la politique du développement, la politique du développement rural et même la sacro-sainte politique de Lisbonne -, mais de telles réductions sont inadmissibles pour l'Europe d'aujourd'hui. Nous espérons donc sincèrement qu'une fois votre présidence terminée, votre gouvernement mettra au rebut cette proposition, notamment parce que nous pensons que cela vous aidera pour la réussite de votre référendum. Il semble actuellement que ceux qui veulent faire de l'Europe un vaste supermarché disposent d'un net avantage par rapport à ceux qui veulent une Europe politique, car, pour l'heure, ce sont les seuls qui sortent renforcés du double vote négatif, et je pense que nous en aurons une nouvelle confirmation demain lorsque Tony Blair s'adressera à nous, tiré à quatre épingles, avec son large sourire, pour nous expliquer comment rendre l'Europe encore plus intergouvernementale et comment l'affaiblir encore davantage. Le seul plan actuellement en vue est manifestement le plan Blair. Mon groupe estime donc que le fait de n'avoir pas pu conclure un accord insatisfaisant sur les perspectives financières représente un résultat positif et nous nous réjouissons de la décision du Conseil de se donner le temps de la réflexion sur la Constitution sans toutefois mettre un terme au processus de ratification par ceux qui souhaitent le poursuivre. Permettez-moi de vous dire dès aujourd'hui, Monsieur le Président en exercice, qu'un grand nombre de députés du groupe des Verts/Alliance libre européenne seront à vos côtés lors du référendum luxembourgeois. Nous pensons toutefois qu'il faut laisser le temps à cette réflexion et qu'elle doit reposer sur une méthodologie et des objectifs clairs. Nous estimons également qu'en ce qui concerne les perspectives financières, il faudrait rouvrir des chapitres difficiles qui semblaient être clôturés. C'est sur ces deux questions que le conflit entre les partisans d'un vaste supermarché et les «unionistes» s'éteindra. C'est pourquoi, Monsieur Juncker, nous ferions bien d'aiguiser nos armes dès maintenant, car il ne sert à rien de nous enliser dans des compromis abstrus, même s'ils ont réuni 20 ministres. Si nous pensons véritablement que notre objectif consiste à créer une union politique et si nous avons véritablement honte de devoir accepter l'initiative des dix nouveaux États membres en matière budgétaire, nous devons agir immédiatement et sans ambiguïté. Oublions les détails! Rejetons la lettre des Six et comprenons enfin que la discussion sur le volume du budget doit reposer sur des priorités politiques et non l'inverse. Rouvrons le débat sur tout: la PAC, LIFE-Nature et les Fonds structurels. Ensuite, Monsieur Barroso, nous devons également faire «quelque chose d'européen» pour reprendre les termes utilisés par un célèbre réalisateur de films italien, quelque chose qui diffère de la directive Bolkestein, du brevetage des logiciels, de l'autorisation arbitraire et cachottière de nouveaux OGM ou de ce blabla concernant le développement durable alors qu'en réalité - et c'est regrettable - la politique de l'environnement devient de plus en plus marginalisée au sein de votre Commission. Il sera beaucoup plus facile de réfléchir à l'avenir de l'Europe et à sa légitimité si l'Europe a quelque chose à offrir dans les mois qui viennent: REACH, des actions concernant les changements climatiques, une redéfinition tangible de l'Europe sociale, la directive sur le temps de travail, un examen sérieux des engagements pris par rapport au cycle du millénaire. Tout cela est parfaitement réalisable et nous aidera à relancer la Constitution. Je conclus, Monsieur le Président: nous avons de sérieux doutes quant à savoir si cette réflexion sur la Constitution peut être menée et poursuivie par

toutes ces personnes au sommet qui n'arrêtent pas de se chamailler, et le Parlement européen a une part de responsabilité à assumer. Monsieur Borrell, je m'adresserai à vous pendant les quelques secondes qui me restent: j'aimerais que le Parlement ne se limite pas à être un talk-show et je souhaiterais que vous parrainiez personnellement une action visant à le mettre au centre d'un débat d'initiative européenne.